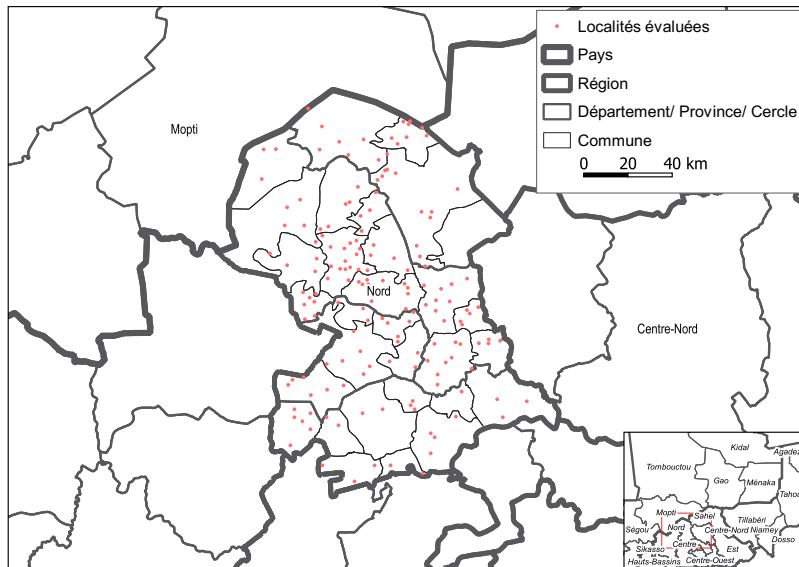


Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Nord

Couverture géographique

Localités évaluées par province dans la région du Nord



Communes couvertes

Province du Loroum	Communes de Banh, Ouindigui, Solle, Titao
Province du Passore	Communes d'Arbolle, Bagaré, Boken, Gomponsom, Kirsi, La-Toden, Pilimpikou, Samba, Yako
Province du Yatenga	Communes de Barga, Kaïn, Kalsaka, Kossouka, Koumbri, Namissiguima, Ouahigouya, Oula, Rambo, Senguenega, Tangaye, Thiou, Zogore
Province du Zondoma	Communes de Bassi, Boussou, Goursi, Leba, Tougo

Couverture de l'évaluation

	188 IC interviewés
	• 162 ont visité les localités au cours des 30 derniers jours
	• 26 ont été en contact (en personne / par téléphone) avec une personne de la localité au cours des 30 derniers jours
	184 localités évaluées
	4/4 provinces évaluées avec 5% de couverture ou plus

Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et à des tensions entre les communautés, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement de 1 501 775 personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso à la date du 30 novembre 2021¹.

REACH bénéficie du financement du Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels, suite à une phase pilote au mois de novembre 2019. Cette fiche d'information présente les principaux résultats de ce suivi de la situation humanitaire dans la région du Nord, au mois de janvier 2022. Tous les produits d'information sont disponibles sur le site [Reach Resource Center](https://reachresourcecenter.org/).

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'Admin 3 (commune) ont été évaluées.

Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 11 janvier et le 2 février 2022. Sauf indication contraire, tous les pourcentages représentent la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté cette réponse spécifique pour la majorité de la population de la localité dans une période de 30 jours précédant la collecte des données. Par conséquent, les résultats présentés dans ce produit doivent être considérés comme indicatifs.

Résultats clés

	Nord			
% de localités évaluées où les IC ont rapporté :	Loroum	Passore	Yatenga	Zondoma
La présence de groupes de population déplacée interne (PDI)	71%	77%	89%	79%
L'arrivée de nouvelles PDI aux cours des 30 derniers jours ²	26%	17%	40%	29%
L'arrivée de retournés au cours des 30 derniers jours ²	3%	0%	8%	0%
Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population	97%	37%	58%	43%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	87%	10%	34%	0%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services de santé ³	84%	0%	3%	0%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services nutritionnels ³	81%	0%	3%	0%
Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population	68%	20%	20%	18%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI ⁴	95%	48%	56%	32%
Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche ³	97%	0%	38%	0%
Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population	87%	50%	60%	32%

1. Conseil National de Secours, d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), [Situation des personnes déplacées internes dans les communes](#), janvier 2021

2. Pourcentage calculé par rapport à la totalité des localités ayant rapporté la présence du groupe de population en

question lors des 30 derniers jours.

3. La définition de « distance de marche » est laissée à la discrétion des IC.

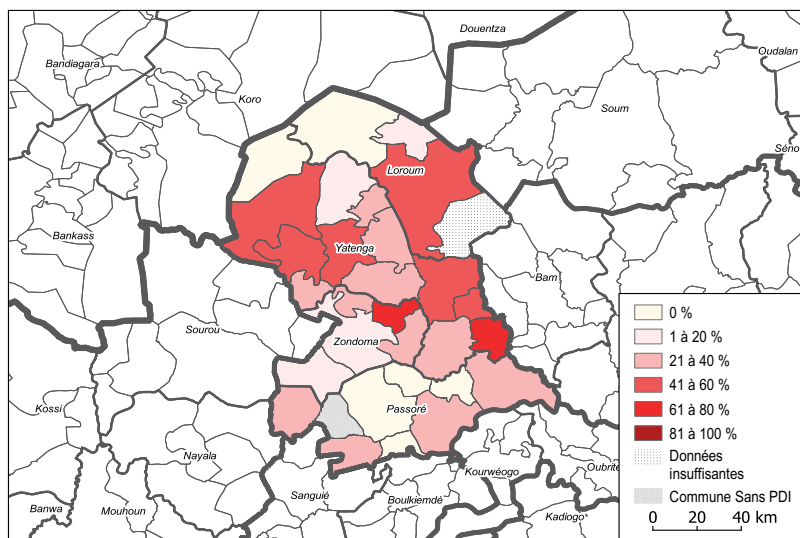
4. La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Nord

Déplacements et mouvements de population

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté une arrivée de PDI dans les 30 jours précédant la collecte de données :



La région du Nord a connu des déplacements majeurs en fin d'année 2021. Selon les données du CONASUR, le nombre de PDI dans la région est ainsi passé de 143 544 à 207 096 entre le 30 novembre 2021 et le 31 janvier 2022⁶, soit une augmentation importante de 44%. Dans la province du Yatenga, où est située la capitale régionale de Ouahigouya, 89% des localités évaluées accueillait des PDI et 40% avaient connu une arrivée de ce groupe de population dans les 30 jours précédant la collecte de données, notamment dans les communes de Rambo, Kossouka, Ouahigouya et Thiou. Dans la majorité des localités évaluées (87%), les dernières PDI arrivées étaient originaires de la région, notamment des provinces du Yatenga et du Lorum. Ceci concorde avec les mouvements de déplacement importants observés dans ces deux provinces ces derniers mois, notamment depuis les communes de Titao et de Ouindigui, cette dernière s'étant presque totalement vidée de sa population⁷. Dans certaines localités, l'insécurité sur les voies routières était par ailleurs un obstacle au déplacement selon les IC, notamment dans les communes de Kain, Koumbri et Thiou (province du Yatenga). Enfin, dans le reste de la région, des arrivées de PDI du Sahel étaient signalées dans la province du Zoundama (14% des localités évaluées), ainsi que du Centre-Nord dans la province de la Passoré (5%).

Facteurs principaux déclenchant les déplacements de PDI (% de localités évaluées dans la région)² :



Provinces de la région ayant la plus forte proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI / retournés / réfugiés :

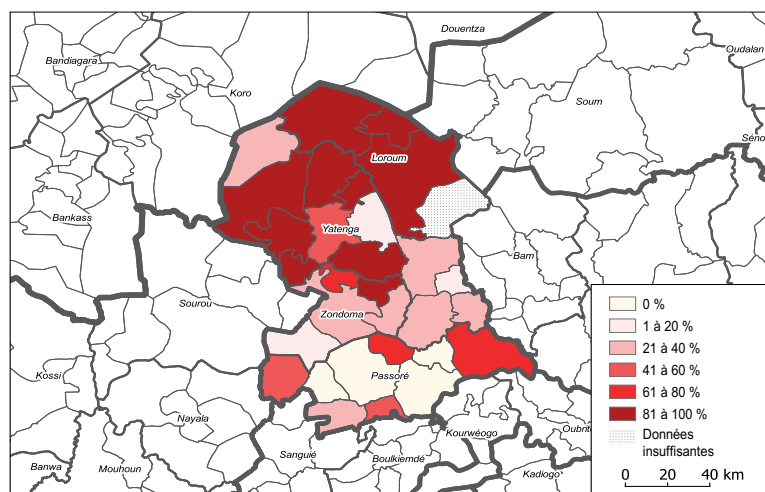
PDI	Retournés ⁵	Réfugiés ⁵
1 Yatenga 89%	1 Lorum 55%	1 Lorum 16%
2 Zoundama 79%	2 Yatenga 16%	2 Yatenga 3%
3 Passoré 77%		

En matière de déplacements transnationaux, la présence de réfugiés maliens était signalée dans les communes frontalières de Bahn, Solle (province du Lorum) et Thiou (province du Yatenga), ainsi que dans la commune de Ouahigouya. Ceux-ci viendraient principalement de la région voisine de Mopti⁸. Enfin, les IC rapportaient la présence de retournés dans un peu plus de la moitié des localités évaluées dans le Lorum (55%) ainsi que dans 16% des localités évaluées dans le Yatenga.

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

La situation en matière de sécurité alimentaire restait préoccupante dans la région du Nord au mois de janvier 2022 : en effet, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture dans 59% des localités évaluées. Ce chiffre était de 97% dans la province du Lorum. D'après les IC interrogés, ceci était principalement dû aux conséquences de l'insuffisance des pluies, ainsi qu'aux prix élevés des denrées alimentaires et de l'épuisement des stocks de nourriture. Ceci concorde avec les données recueillies par le Cadre Harmonisé selon lesquelles la mauvaise saison agricole faisait craindre une soudure précoce pour l'année 2022 dans la région du Nord⁹. On notait également dans la province du Lorum l'influence de l'insécurité : ainsi les IC rapportaient régulièrement l'accès non sécurisé aux terres et aux cours d'eau (33% des localités évaluées, parmi celles où le manque de nourriture était signalé), la destruction des cultures lors d'attaques (20%), ou le vol des cultures (20%). Dans 60% des localités évaluées de la province, les IC signalaient qu'une partie de la population avait réduit les dépenses non alimentaires essentielles (éducation, santé) pour faire face au manque de nourriture. Par ailleurs, dans cette même province, les IC signalaient l'absence d'un marché fonctionnel dans 58% des localités évaluées. Les moyens de subsistance de la population y étaient également perturbés dans 87% des localités évaluées, principalement en raison de l'insécurité.

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population :



Principales raisons du non accès à la nourriture (% de localités évaluées)¹⁰

1 Sécheresse / Pluies insuffisantes	81%
2 Prix élevés / Manque d'argent	60%
3 Stocks épuisés	37%

% de localités évaluées où les IC ont rapporté une augmentation du prix des céréales



12% Non
88% Oui

5. La présence de ce groupe n'a été signalée dans aucune des localités évaluées de la Passoré et du Zoundama

6. Voir aussi REACH, [Suivi de la situation humanitaire \(HSM\), Région du Nord](#), novembre 2021

7. Alertes 210211223_YATOUA (ID de suivi GCORR) du 07.01.2022 et 205211212_YATOUA du 27.12.2021

8. Pour plus d'informations sur les populations réfugiées de Thiou, voir REACH, [Aperçu de la situation transfrontalière](#)

lière, Thiou (Burkina Faso) et Koro (Mali), janvier 2022

9. MAAHM, [Troisième mission conjointe de suivi et d'évaluation de la campagne agropastorale 2021/2022 et de la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages](#), Octobre 2021.

10. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Nord

Santé et Nutrition

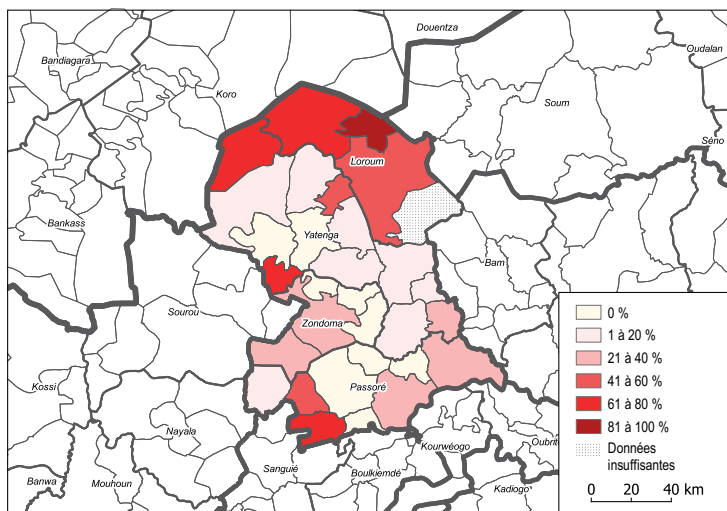
% des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche, et principale raison de contrainte d'accès¹¹:

Région du Nord	16%	Absence d'agent de santé
Loroum	84%	Absence d'agent de santé
Yatenga	3%	Absence d'agent de santé

L'accès aux services de santé semblait s'être dégradé de manière importante au mois de janvier 2022 dans la province du Loroum. En effet, l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche était signalé dans 84% des localités évaluées, contre 16% en novembre 2021. Ceci était principalement dû à l'absence d'agents de santé dans la zone. Cependant, dans les communes de Banh et Solle, quatre localités évaluées souffraient de la destruction des infrastructures de santé lors d'attaques ou de l'insécurité sur le trajet vers les centres existants. Ces problématiques affectaient également la présence de services nutritionnels, absents dans 81% des localités évaluées de la province du Loroum. Dans le reste de la région, l'accès aux services de santé de base était davantage satisfaisant selon les IC.

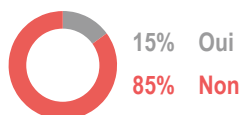
Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès à l'eau insuffisant pour couvrir les besoins des ménages :



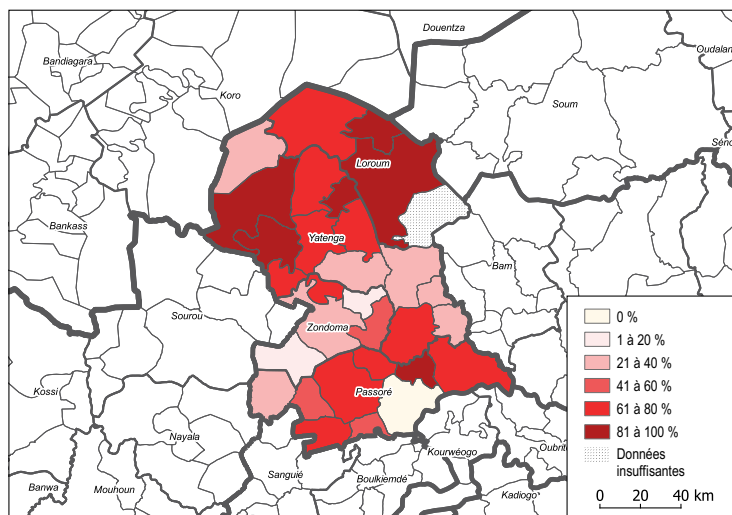
Au mois de janvier 2022, la majorité de la population avait accès à suffisamment d'eau dans 72% des localités évaluées de la région du Nord. Des disparités géographiques existaient cependant : ainsi, les IC signalaient l'insuffisance de l'accès à l'eau dans l'ensemble des localités évaluées de la commune de Solle. Dans la quasi totalité des localités évaluées dans cette commune (88%), une partie de la population n'accédait pas à sa source d'eau de préférence en raison de l'insécurité. En matière d'hygiène et d'assainissement, la défécation à l'air libre était une pratique répandue dans 65% des localités, et le lavage des mains était réalisé sans savon ou sable dans la quasi totalité (85%) des localités évaluées.

% de localités évaluées où la majorité de la population se lavait généralement les mains avec du savon ou du sable



Protection

Proportion de localités évaluées en septembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :



Evolution du pourcentage de localités évaluées dans lesquelles la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité¹²:

	Q1 2021	Q2 2021	Q3 2021	Q4 2021	Janvier 2022
Loroum	71%	38%	79%	96%	87%
Yatenga	41%	24%	42%	63%	60%
Passore	7%	15%	11%	21%	50%
Zoundama	7%	7%	0%	26%	32%

Dans la région du Nord, le sentiment d'insécurité de la population semble avoir connu une augmentation progressive au cours de l'année 2021. Cette augmentation était particulièrement notable dans les provinces de la Passore et du Zoundama, pourtant plus éloignées de la frontière et connaissant moins d'incidents. Dans les localités évaluées, la principale crainte de protection était liée à la violence par les groupes armés, suivie de la peur de ne pas pouvoir se faire soigner en cas d'incident. Des problématiques spécifiques semblaient également exister dans certaines localités : ainsi, des craintes de recrutement forcé étaient présentes dans 65% des localités évaluées dans la province du Loroum. Par ailleurs, des inquiétudes concernant les violences basées sur le genre étaient rapportées dans deux des trois localités évaluées de la commune de Kain (province du Yatenga). Enfin, des craintes en lien avec l'exposition aux IED étaient présentes dans 80% des localités de la commune de Titao. Cependant, seules 20% des localités évaluées dans la commune disposaient d'une personne sensibilisée au repérage et à la gestion d'engins explosifs dangereux.

Principales inquiétudes en matière de protection (% localités évaluées)^{10 13}:

Violence par un groupe armé	74%
Ne pas pouvoir se faire soigner	46%
Enlèvement	40%
Restrictions de mouvement	38%

57% des localités évaluées dans la région du Nord disposaient d'un service de protection ou de recensement des incidents selon les IC. Ce chiffre descendait cependant à 19% dans la province du Loroum.

11. La définition de « distance de marche » et de « fonctionnel » est laissée à la discrétion des IC.

12. Données collectées par REACH dans le cadre du projet de Suivi de la situation humanitaire (HSM)

13. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé des inquiétudes en matière de protection.

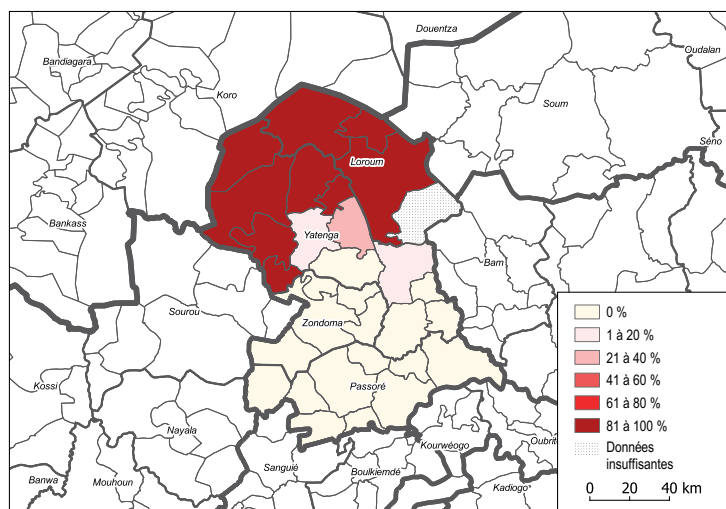
Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Nord

Education

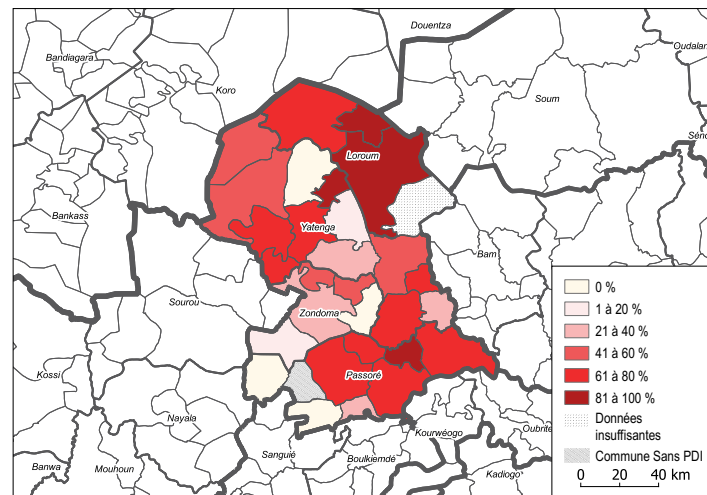
Tout comme au mois de novembre 2021, l'accès à l'éducation était très disparate dans la région du Nord au mois de janvier 2022. En effet, des services éducatifs à distance de marche étaient disponibles dans l'ensemble des localités évaluées des provinces du Zoundama et de la Passore selon les IC. A l'inverse, la quasi-totalité (97%) des localités évaluées dans le Lorum n'en disposaient pas selon les IC, principalement en raison de l'absence d'enseignants dans la zone. Cependant, la majorité de la population n'y disposait d'aucune stratégie d'adaptation selon les IC, mis à part dans une localité où des enfants étaient envoyés à l'école coranique pour pallier au manque d'éducation formelle.

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche¹⁴:



Abris et biens non-alimentaires(BNA)

Proportion de localités évaluées où la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates de logement¹⁵ :



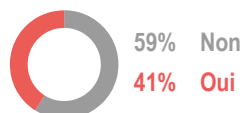
Principales raisons pour lesquelles la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates (% de localités évaluées)^{15 16}:

- 1 Manque d'espace fermé garantissant l'intimité **87%**
- 2 Abris non adaptés au climat **7%**

En matière d'abris, la majorité de la communauté locale vivait dans des abris construits en dur dans 99% des localités évaluées de la région du Nord. Ceci était le cas pour les personnes déplacées dans 91% des localités évaluées. Dans 14% des localités du Zoundama, les personnes déplacées vivaient cependant en majorité dans des abris en paille. Selon les IC, les personnes déplacées vivaient dans des conditions adéquates dans 42% des localités de la région. Ce chiffre descendait cependant à 4% dans le Lorum. Dans les localités où les PDI ne vivaient pas dans des conditions d'abris adéquates, ceci était principalement dû au manque d'espace fermé garantissant des conditions d'intimité et de protection selon les IC, suivi de l'inadaptation des abris au climat (notamment dans la province du Zoundama).

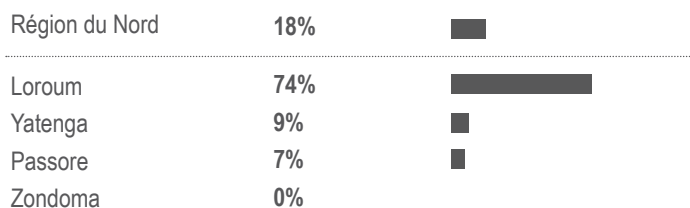
Communication

% de localités évaluées où la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations sur l'aide humanitaire disponible



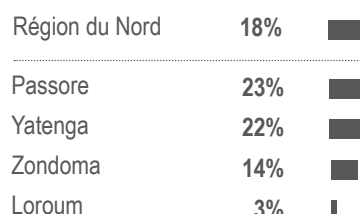
Au mois de janvier 2022, la principale source d'information utilisée par la population dans la région du Nord était la radio (89% des localités évaluées). Un réseau téléphonique stable n'était en effet pas disponible dans l'ensemble de la région: ainsi, dans le Lorum, 74% des localités évaluées n'en disposaient pas. En matière d'accès à l'information, des difficultés à accéder à des informations sur l'aide humanitaire disponible étaient signalées dans 41% des localités évaluées. L'information sur l'assistance était le type d'information le plus utile pour la population dans 53% des localités évaluées selon les IC, suivi par l'information sur la situation sécuritaire.

% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable n'existait pas :



Redevabilité aux populations affectées

Proportion des localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire :



Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées dans la région)¹⁷:

- 1 Sécurité alimentaire **82%**
- 2 Protection **49%**
- 3 Eau, Hygiène et Assainissement **38%**

14. La définition de 'fonctionnel' et 'à distance de marche' est laissée à la discrétion des IC.

15. La définition de 'adéquates' est laissée à la discrétion de l'IC.

16. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivaient pas dans des

conditions adéquates.

17. Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois options pour répondre à cette question.